

AGIR POUR UNE DOUANE SÛRE, EFFICACE ET RESPECTÉE (DÉCLARATION LIMINAIRE COMMUNE CSAR FS)

Avant d'aborder les points à l'ordre du jour, nous souhaitons exprimer notre profonde tristesse à l'annonce du décès tragique d'un de nos collègues en service à l'aéroport de Roissy.

Nos pensées vont d'abord à sa famille, à ses proches, à ses collègues de brigade et à toute la communauté douanière bouleversée par cette terrible nouvelle.

Dans ces moments douloureux, il est essentiel de faire preuve de respect et de retenue. Nous ne tirerons aucune conclusion hâtive sur les circonstances de ce drame tant que tous les éléments ne seront pas connus. Nous souhaitons simplement que toute la lumière soit faite, dans la transparence et la dignité, et que l'administration apporte un soutien concret aux agents du service endeuillé, notamment par la mise en place d'un accompagnement psychologique adapté.

L'émotion est immense et nous devons rester unis, solidaires et attentifs les uns aux autres.

L'alliance UNSA Douanes/CGC Douanes tient à redire, avec humilité et compassion, qu'aucune mission, aucune charge, aucun contexte professionnel ne doit jamais isoler un collègue dans sa détresse. À sa famille et à ses camarades de travail, nous adressons nos condoléances les plus sincères. Dans ces circonstances douloureuses, nous rappelons que la pudeur et le respect doivent primer sur toute autre considération...

« Cordonner, oui ; improviser, non ! »

L'UNSA Douanes et la CGC Douanes souhaitent ouvrir cette séance sur le dispositif des GLAT, désormais en phase de généralisation. Nous comprenons la logique de coordination interservices : **mutualiser les compétences pour mieux cibler les trafics**.

Mais derrière cette ambition, la réalité de terrain nous interpelle : **des équipes sursollicitées, des services désorganisés et des agents parfois exposés au-delà du raisonnable**.

La coordination ne s'improvise pas. Elle doit reposer exclusivement sur la **base du volontariat, un cadre clair, des moyens suffisants et une doctrine partagée**. Aujourd'hui, le GLAT consomme un **temps agent bien réel**, souvent au détriment d'autres missions essentielles. Sans renforts humains, ce dispositif risque de devenir intenable à moyen terme.

Notre ligne est constante :

- Pas de sécurité sans effectifs, pas d'efficacité sans cadre.
- Le temps GLAT doit être mesuré et compensé par un abondement en effectifs dans les services contributeurs (BSI, CRPC, SRE...).
- Il faut standardiser les pratiques : fiches de rôle, procédures de saisine, plan de sécurité obligatoire, direction d'opération clairement identifiée.
- Chacun son rôle : la Surveillance (BSI, GOST) sécurise et intervient, la branche OP/CO enquête et judiciarise.



AGIR POUR UNE DOUANE SÛRE, EFFICACE ET RESPECTÉE (DÉCLARATION LIMINAIRE COMMUNE CSAR FS)

Sur la formation, nous mettons en garde : Former tout le monde à tout est un non-sens.

La Douane n'a ni les moyens ni l'intérêt de généraliser des formations lourdes et coûteuses au détriment de la qualité. Les métiers évoluent, deviennent plus techniques : il faut donc des formations ciblées, pointues et cohérentes, pas une formation de masse dévoyée.

Nous tenons aussi à saluer **l'initiative de notre section Normande concernant le traitement de certains RTAL par les SRE**. Elle a su bâtir et proposer une approche équilibrée à l'administration part : une spécialisation des enquêteurs SRE, une meilleure sécurisation des interventions et une vraie coordination entre services sans confusion des rôles. Ce modèle prouve qu'il est possible de faire mieux, autrement, et surtout, plus en sécurité. Au-delà des considérations sécuritaires, les CSA auront probablement à se prononcer sur l'équilibre indispensable des missions, dans la mesure où l'indicateur F1 demeure un objectif stratégique majeur pour ces services. Il est essentiel qu'ils conservent l'intégralité de leur capacité d'action dans ce domaine.

Dans cette perspective, il nous paraît utile de s'interroger sur la place que pourraient occuper certains agents de la Surveillance au sein des dispositifs d'enquêtes financières.

Leur présence permettrait de garantir une sécurisation optimale des interventions, tout en apportant leur expérience concrète du terrain et des réseaux criminels.

L'histoire récente de notre administration doit nous servir de repère. Lors de la création du Service National de Douane Judiciaire (SNDJ), l'administration envisageait initialement de ne recruter que des agents de la branche OP/CO. Mais très vite, face à la dangerosité des publics visés et à la complexité des filières criminelles, il a fallu se rendre à l'évidence : seuls des agents issus de la Surveillance pouvaient à la fois garantir la sécurité des enquêteurs et apporter la technicité opérationnelle indispensable à la réussite des missions. Ce précédent pourrait nourrir les réflexions actuelles autour des SRE dans l'hypothèse où vous envisageriez d'orienter une part significative de leur action vers les enquêtes financières. Il va de soi qu'il ne s'agit nullement de remettre en question les compétences et le savoir-faire des enquêteurs actuels, mais bien de veiller à ne pas les exposer à des risques pour leur intégrité. Les enjeux de sécurité, les contacts avec la criminalité organisée et les risques encourus exigent une adaptation des moyens humains et une composition équilibrée des équipes, mêlant savoir-faire judiciaire et expérience de terrain. L'autre option, serait de sécuriser les interventions des services OP/CO par un groupe opérationnel. Mais, encore faut-il pouvoir en disposer... Quoi qu'il en soit, L'UNSA Douanes restera force de proposition pour faire évoluer ce dispositif dans le bon sens : **efficacité, protection et reconnaissance**.

« Protéger, pas remplacer. Soutenir, pas s'improviser. »

L'alliance UNSA Douanes/CGC Douanes souhaite également aborder l'expérimentation du GOST, dont la phase de formation s'est achevée et dont le déploiement débutera en janvier 2026. Face à la montée de la violence, des trafics et des refus d'obtempérer, il fallait une réponse adaptée.

Le GOST peut en être une : **pragmatique, cohérente, protectrice**.

Mais pour qu'il tienne ses promesses, il doit rester **strictement encadré, transparent respectueux des agents et surtout ne pas être dévoyé par des intérêts locaux**.



AGIR POUR UNE DOUANE SÛRE, EFFICACE ET RESPECTÉE (DÉCLARATION LIMINAIRE COMMUNE CSAR FS)

3/3



Notre position est claire :

Oui à l'expérimentation, non à la dérive.

Le GOST n'est pas une unité d'intervention, mais un groupe de soutien tactique, au service des brigades et des opérations à risque. Il intervient en appui, jamais en substitution.

Les BSI et OP/CO gardent la maîtrise des opérations, le GOST assure la sécurisation.

Nous posons nos lignes rouges :

- **Volontariat intégral** : aucune affectation forcée, aucune pression.
- **Réversibilité totale** : possibilité d'interrompre si le dispositif dévie de son objectif initial.
- **Traçabilité et transparence** : chaque incident doit donner lieu à un double débriefing.
- **Respect du droit du travail** : tolérance zéro sur les astreintes, la récupération et la fatigue chronique.
- **Indemnisation juste** : la prise de risque et la technicité doivent être reconnue à leur juste valeur.

Sur le volet santé et sécurité, nos exigences sont immédiates :

- **Protection auditive renforcée** et suivi de l'exposition au bruit et au plomb ;
- **Suivi psychologique structuré** et prévention des RPS ;
- **Base vie conforme avant mise en service** : sécurité incendie, ventilation, électricité, amiante.

Nous saluons la qualité du stage de formation au CENTAC et l'implication des formateurs DNRED, mais la **formation continue devra être maintenue, encadrée et compatible avec la récupération des agents**. Les comités de suivi et de pilotage devront être ouverts à la représentation syndicale et transparents dans leurs bilans. Le GOST ne doit pas être une vitrine, mais une **véritable plus-value pour la sécurité collective**.

« Moderniser, oui : mais jamais sans l'humain. »

La Douane entre dans une phase de transformation opérationnelle :

Les GLAT et le GOST traduisent cette volonté d'adapter notre maison aux nouvelles formes de criminalité. Mais ces dispositifs ne seront efficaces que s'ils sont **solidement encadrés, sincèrement évalués et humainement soutenus**. Nous partageons les objectifs d'efficacité et de modernisation. Mais nous rappelons que la sécurité des agents et la cohérence du réseau doivent rester la boussole de toute réforme.

Et nous le disons avec clarté :

Si et seulement si, l'expérimentation du GOST s'avère concluante et que l'administration envisage un déploiement national, alors l'UNSA Douanes ne le soutiendra qu'à ses conditions : un plan d'effectifs et de moyens budgétaires dédié.

Aucun essaimage ne peut se faire à effectif constant. Pas de GOST généralisé sans renforts humains, sans crédits, et sans garanties sociales renforcées.

La sécurité des agents ne se décrète pas : elle s'organise, elle se finance, et elle se respecte.

L'UNSA Douanes continuera à défendre, avec détermination et réalisme, une Douane forte, protectrice et humaine, où chaque agent agit en sécurité, avec sens et reconnaissance.

